



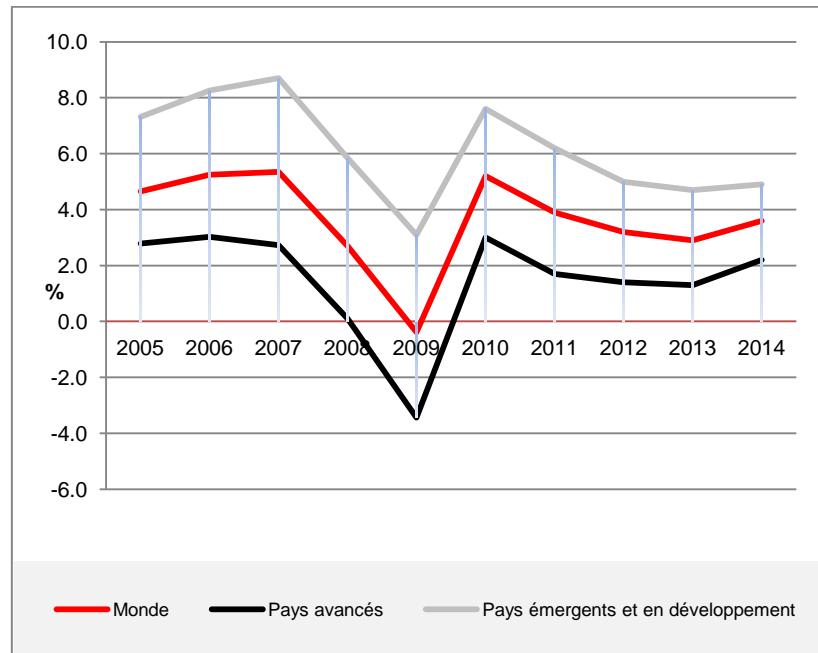
MCCI
PERSPECTIVES ECONOMIQUES
2014

3^{ème} Edition
Mai 2014

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La dynamique de croissance va s'intensifier en 2014.

Graphique 1 : Taux de croissance global du PIB réel, 2005-2014



L'activité économique mondiale devrait se relever en 2014.

Le scénario macroéconomique que privilégient les instituts internationaux est que la croissance se redressera en 2014, après le point bas atteint en 2013.

Après le ralentissement de l'activité économique observé depuis le deuxième semestre de 2011, la dynamique de croissance se reprendra en 2014, au niveau global.

Toutefois, la performance globale restera nettement en dessous de la moyenne réalisée avant la crise.

*Une croissance
économique
mondiale de
3,6% en 2014,
selon le FMI*

Une croissance mondiale de 3,6 pourcent en 2014.

Depuis le second trimestre de 2013, l'économie mondiale a renouée avec une performance économique plus soutenue.

Les indications les plus favorables sont venues des économies avancées avec une croissance en hausse depuis le deuxième trimestre de 2013. Cette tendance devrait se confirmer cette année, toutes choses égales par ailleurs.

Pour les pays émergents, dans leur ensemble, l'activité économique a été moindre en 2013 du fait d'un environnement financier extérieur moins favorable. Pour cette année, les risques demeurent et certains pays de cet ensemble, et non des moindres devraient connaître une croissance plus faible en 2014 qu'en 2013

Ainsi, selon le FMIⁱ, le PIB global réel devrait croître de 3,6 pourcent, en moyenne annuelle, en 2014, soit une hausse de 0,6 points par rapport au taux de 3,0 pourcent pour 2013.

Amélioration des perspectives pour les pays avancés.

Après une période, 2011 à 2013, marquée par une certaine disparité des performances économiques des pays avancés, l'année 2014 devrait être marquée par une généralisation du retour d'une croissance économique positive pour ces pays.

L'élément central de ce résultat est la fin de la crise des dettes souveraines dans la zone euro qui est actée. Cette zone devrait renouer avec l'expansion après le trou d'air prolongé de 2012 à 2013.

De plus, la persistance de conditions monétaires très accommodantes devrait favoriser ce rebond.

Selon les analystes du FMI, la croissance pour les pays développés, dans leur ensemble, devrait progresser de 2,2 pourcent en 2014 après un taux insuffisant de 1,3 pourcent en 2013.

Les perspectives américaines continuent de progresser.

Aux Etats-Unis, la croissance économique devrait être forte. Depuis la fin de 2009, ce pays s'est engagé sur une trajectoire de croissance régulière, créatrice nette d'emplois et favorable à la réduction du déficit budgétaire.

Le taux de croissance du PIB réel américain devrait être de 2,8 pourcent en 2014, selon le FMI.

Nous devrions, toutefois, rester attentifs à un point, l'investissement productif. Jusqu'à présent, malgré une politique monétaire très expansionniste, où le coût de la ressource financière est au plus bas, et une profitabilité retrouvée des entreprises américaines, les entrepreneurs hésitent à investir dans les biens d'équipement.

Or le redémarrage de ce poste de dépenses est primordial pour soutenir la reprise américaine.

Sortie de récession pour la zone euro.

Après une phase de récession qui aura duré deux ans, la zone euro devrait renouer avec l'expansion en 2014.

Selon le FMI, la croissance atteindrait 1,2 pourcent en 2014 après une contraction de 0,5 pourcent en 2013.

La croissance sera pour une large part tirée par l'investissement. Les indicateurs confirment le redressement, initié au cours des deux dernières années, de l'investissement en biens d'équipements des entreprises.

Toutefois, nous ne pourrons pas parler de reprise pour la zone euro car ce rebond ne s'accompagne pas d'une baisse sensible du niveau de chômage de la zone euro.

En effet, cette zone reste enlisé dans une situation de chômage de masse avec, pour l'instant, une croissance insuffisante pour permettre sa décrue.

Pas d'accélération de la croissance japonaise.

Au Japon, l'assouplissement monétaire quantitatif et qualitatif de la Banque du Japon, ainsi que l'impulsion budgétaire ont soutenu l'activité économique en 2013, avec un taux de croissance de 1,5 pourcent.

Pour 2014, l'activité restera inscrite sur une trajectoire positive sans réelle accélération, en réaction au durcissement de la politique budgétaire.

Les prévisionnistes de l'institution tablent sur un léger recul du taux de croissance du PIB à 1,4 pourcent en 2014.

Les pays émergents contraints.

Dans les économies émergentes et en développement, dans leur ensemble, la croissance devrait monter progressivement de 4,7 pourcent en 2013 à 4,9 pourcent en 2014.

*Les obstacles
demeurent.*

Ce taux est nettement en dessous de la moyenne de 6,6 pourcent réalisée sur la période 2000 à 2007.

Ce manque de dynamisme tient aux effets opposés de deux forces sur la croissance. D'une part, la progression des exportations s'est accélérée, du fait de la reprise des activités dans les pays avancés et de la dépréciation monétaire.

D'autre part, l'investissement et la demande intérieure sont restés faibles, dus aux durcissements des conditions financières extérieures et intérieures.

Les obstacles demeurent

Les chiffres positifs relevés par les instituts internationaux indiquent clairement que les risques extrêmes ont diminué.

Toutefois, ils n'ont pas disparu. Selon le FMI, les risques liés à une inflation très faible se précisent pour les pays avancés. Ainsi, les anticipations inflationnistes à plus long terme pourraient baisser, ce qui conduirait à une inflation encore plus basse que prévu aujourd'hui, et peut-être même à une déflation. En conséquence, les taux d'intérêt réels et les dettes privées et publiques augmenteraient, la demande et la production s'affaibliraient. Cela démontre la nécessité de maintenir une politique monétaire accommodante pour éviter toute nouvelle chute.

Pour les émergents, sachant que les problèmes divergent d'un pays à l'autre (Inflation élevée, déficit jumeaux élevé ou encore faiblesse de la demande interne), ils devront utiliser les mesures appropriées pour maintenir une croissance élevée à moyen terme, seule à même de pouvoir résoudre leurs problèmes.

Tableau 1 : Perspectives de croissance mondiale

Taux de croissance annuels, en %	2010	2011	2012	2013	2014
Monde	5.2	3.9	3.2	3.0	3.6
Pays avancés	3	1.7	1.4	1.3	2.2
Canada	3.2	2.5	1.7	2	2.3
Japon	4.7	-0.6	1.4	1.5	1.4
Etats Unis	2.4	1.8	2.8	1.9	2.8
Zone Euro	2	1.5	-0.7	-0.5	1.2
Union Européenne	2	1.7	-0.3	0	1.3
France	1.7	2	0	0.3	1
Allemagne	4	3.4	0.9	0.5	1.7
Italie	1.7	0.4	-2.4	-1.8	0.7
Espagne	-0.3	0.1	-1.6	-1.2	0.9
Royaume Uni	1.8	1.1	0.3	1.8	2.9
Pays émergents et en développement	7.6	6.2	5	4.7	4.9
Russie	4.5	4.3	3.4	1.3	1.3
Asie, pays en développement d'Asie	10	7.8	6.7	6.5	6.7
Chine	10.4	9.3	7.7	7.7	7.5
Inde	11.2	6.3	4.7	4.4	5.4
Amérique latine et Caraïbes	6.1	4.6	3.1	2.7	2.5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5.5	3.9	4.2	2.4	3.2
Afrique subsaharienne	5.4	5.5	4.9	4.9	5.4

Source : FMI, World Economic Outlook Database, avril 2014

II. EVOLUTION DES VARIABLES DETERMINANTS

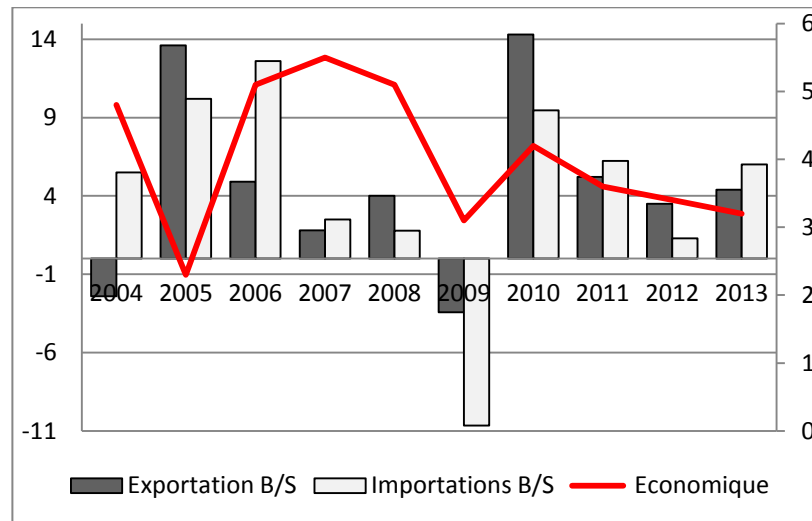
Au vu du retournement conjoncturel dans les pays avancés, nos principaux clients, ainsi que de la forte probabilité que les risques majeurs soient derrière nous, nous pouvons espérer pour Maurice une amélioration des perspectives pour cette année, par rapport à 2013.

Cependant, nous devons surveiller au plus près certains indicateurs économiques afin de rester sur cette trajectoire de reprise.

Nos principaux marchés à l'export en expansion.

Graphique 2 : Taux de Croissances des Exportations et des Importations de biens et services locaux

Le niveau des exportations, élément déterminant de notre performance économique.



Etant donné l'ouverture de Maurice vers l'extérieur, le niveau de nos exportations de biens et services sera un des facteurs déterminants de notre évolution économique à court et moyen terme.

*Un solde
courant
déficitaire*

Le FMI prévoit une amélioration des perspectives au niveau global tiré, en particulier, par une l'amélioration de la performance des pays avancés. Ces derniers, en moyenne, devraient progresser de 2,2 pourcent en 2014 après un taux de 1,3 pourcent en 2013.

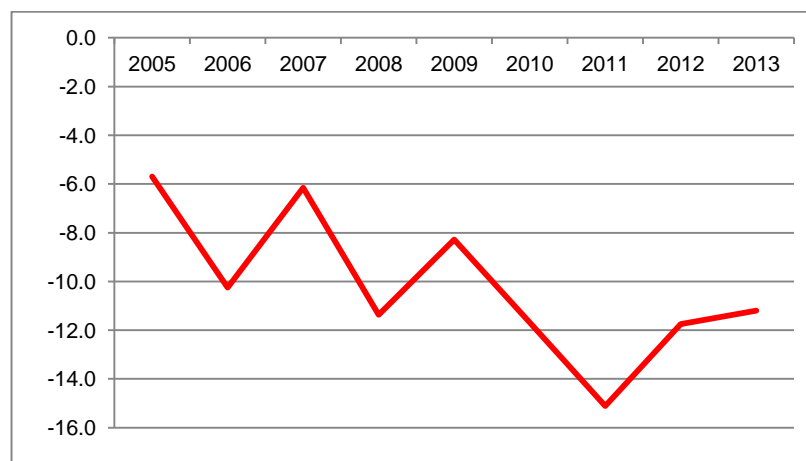
De plus, la zone euro, notre premier marché, sera en expansion a nouveau, après une période de deux ans, très délicate durant laquelle cette zone a connu une contraction cumulée d'environ 1,2 pourcent.

Etant donné qu'environ 70 pourcent de nos exports sont concentrés vers les pays avancés, l'amélioration des perspectives sur ces marchés, en particulier s'agissant de la zone euro, sera bénéfique pour Maurice.

Ainsi, selon nos prévisions l'exportation de biens et services devrait progresser en termes réels de 4 pourcent en 2014, après une hausse de 4,4 pourcent en 2013.

Déficit courant persistant.

Graphique 3 : Solde des comptes courants par rapport au PIB



*Dégradation de
l'indicateur
synthétique du
climat des
affaires au
premier
trimestre 2014*

Toutefois, notre pays présente une vulnérabilité du point de vue des déficits continus de la balance courante depuis plusieurs années.

Pour 2014, ce déficit devrait s'amplifier.

La hausse anticipée de nos exports de biens et services ne pourra pas compenser la hausse prévue de nos imports en biens et services qui devraient croître de 5 pourcent, en termes réel, en 2014, après un taux de 6 pourcent en 2013.

Cette situation ne pourra pas tenir indéfiniment. Nous devons nous référer à ce qui s'est passé au cours de l'année 2013.

La dégradation du solde des comptes courants a été sanctionnée à travers les vives dépréciations des taux de change des devises des économies brésilienne, indienne, indonésienne ou encore sud-africaine.

Le risque d'une dépréciation forcée de notre monnaie ne peut être écarté, car en cette période instable, nous pouvons avoir une baisse des investissements directs étrangers.

Dégradation de l'environnement des affaires.

La dernière enquête de conjoncture de la MCCIⁱⁱ démontre une dégradation de l'indicateur synthétique du climat des affaires à Maurice, et cela à travers tous les secteurs d'activités.

En effet, au premier trimestre de cette année, l'indice a baissé de 3,1 pourcent et s'établit désormais à 85,3 points.

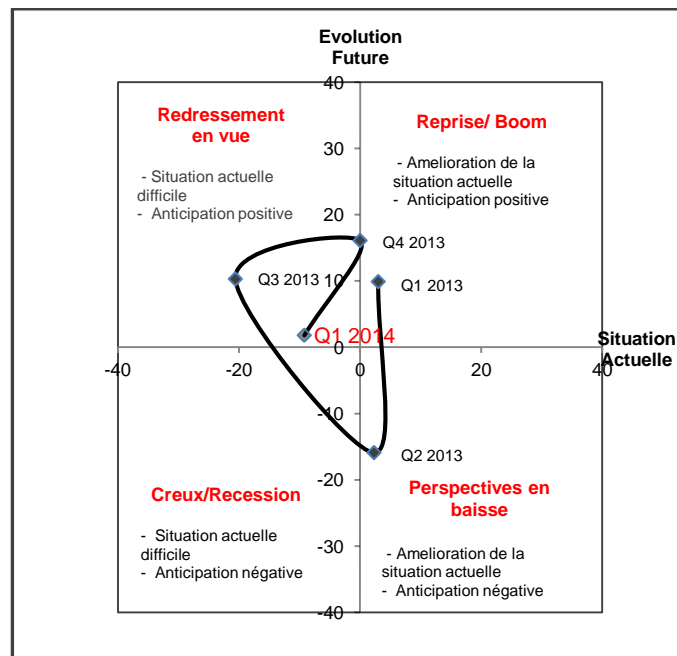
*Nous nous
trouvons dans
la phase
descendante du
cycle
économique.*

Graphique 4 : Indicateur du climat des affaires à Maurice



Le baromètre économique permet de voir l'évolution de deux composantes de l'indice du climat des affaires, à savoir la moyenne arithmétique des évaluations des entrepreneurs de la situation actuelle et des perspectives économiques futures.

Graphique 5 : Baromètre économique



*L'investissement
a un niveau
insuffisant.*

La corrélation entre ces deux composantes peut être illustrée par un diagramme à quatre quadrants, définissant les quatre phases du cycle économique.

Ainsi, à partir des prévisions des entrepreneurs pour le moyen terme nous pouvons analyser le présent, et avoir un aperçu utile de l'évolution de l'économie mauricienne.

Les données de l'enquête pour le premier trimestre de cette année nous indiquent que l'indice se trouve dans une phase descendante.

Il y a un recul dans l'évolution du baromètre par rapport au résultat du dernier trimestre de 2013. Ce repli est inquiétant et reflète une morosité manifeste.

De plus, depuis 2012 l'indice de confiance est situé en dessous de la moyenne de long terme des 100 points de base, démontrant que nous nous trouvons toujours dans une période marquée par des incertitudes persistantes.

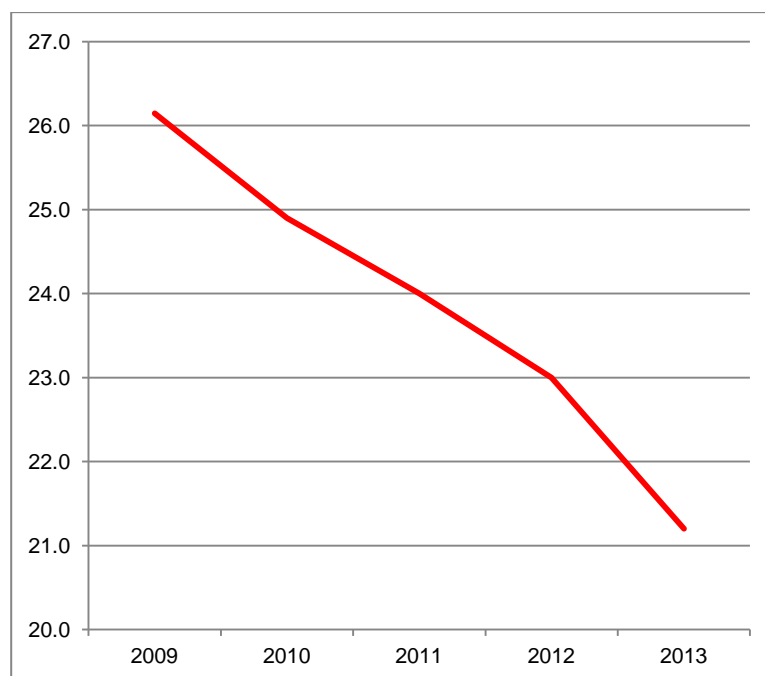
Pour pouvoir avoir une forte amélioration de notre performance économique, cette tendance doit s'inverser lors des prochains trimestres.

L'investissement en baisse

Le niveau de l'investissement est un facteur déterminant du développement économique. Pour Maurice, qui est une économie en phase de transition et qui aspire à atteindre le prochain niveau de développement, le minimum requis, selon la littérature économique est un taux d'investissement de 25 pourcent.

Or depuis cinq ans, le niveau des investissements par rapport au PIB n'a cessé de décroître, passant d'environ 26 pourcent, en 2009, à 21,2 pourcent en 2013.

Graphique 6 : Taux d'investissement



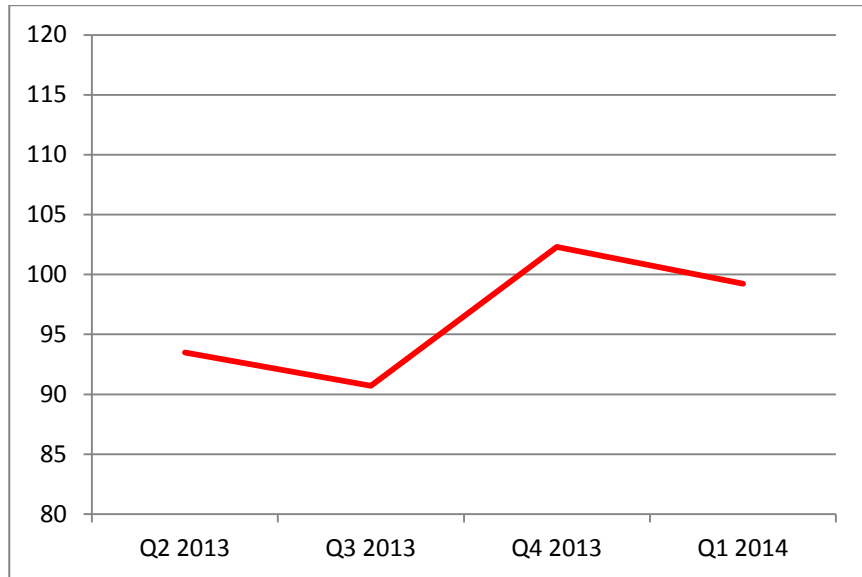
Pour 2014, les indications sont défavorables.

Le moral des entrepreneurs, un des facteurs prépondérants qui influencent l'investissement privé, est au plus bas, comme le rapporte l'indicateur synthétique du climat des affaires.

De plus, lors de la dernière enquête de conjoncture réalisée au premier trimestre de 2014, nous constatons une baisse de 3 pourcent des évaluations des entrepreneurs sur leurs intentions d'investissement pour les douze prochains mois.

*Nouvelle baisse
du taux
d'investissement*

Graphique 7 : Indice des Evaluations des entrepreneurs sur l'évolution de l'investissement au cours des 12 prochains mois par rapport à la même période l'an dernier.



Tenant en compte ces éléments, nous prévoyons, à la MCCI, une baisse moyenne de 2 pourcent de l'investissement privé en 2014, après une baisse de 3 pourcent en 2013.

Au niveau du secteur public, l'état a annoncé comme mesure budgétaire, des dépenses d'investissement d'environ 18 milliards de roupies pour 2014. La hausse est minime par rapport aux niveaux engagés en 2013,

Ainsi en 2014, nous estimons que le taux d'investissement sera de 20,5 pourcent, soit une baisse de 0,7 points de pourcentage par rapport au taux affiché en 2013.

Ce taux sera insuffisant pour une forte relance de l'économie, car le coefficient marginal du capital, qui mesure la quantité d'investissement nécessaire pour produire une unité d'augmentation de la production, est généralement élevé en période de crise.

*Consommation
en berne depuis
5 ans.*

Une consommation en berne.

Depuis 2009, nous constatons une vive décélération du taux de croissance de la consommation à Maurice. Cela malgré des hausses continues de la rémunération des employés.

En effet, le taux est passé de 6,5 pourcent en moyenne sur la période d'avant crise, 2004 à 2008, à 2,5 pourcent, en moyenne, sur la période post crise, 2009 à 2013.

Graphique 8 : Taux de croissance de la consommation



Il y a un élément psychologique dans les décisions d'achats.

Les attitudes de consommation sont généralement influencées à la baisse en situation d'incertitude économique et le consommateur adopte un comportement prudentiel.

En outre, de par son faible contenu en emploi, le niveau de notre

*Hausse
modérée de la
consommation
en 2014.*

croissance économique sur la période récente s'est avéré insuffisant pour enclencher une véritable dynamique de la demande.

Cela se reflète sur l'indicateur de confiance des consommateurs à Maurice, qui a enregistré une nouvelle baisse au premier trimestre de 2014.

Ainsi, nous projetons à la MCCI un taux de croissance de 2,5 pourcent de la consommation en 2014, après une hausse de 2,6 pourcent en 2013.

Cette timide reprise de la consommation ne serait pas en mesure de permettre la mise en place d'un cercle vertueux de redémarrage généralisé de la croissance économique à Maurice dès 2014.

III. ESTIMATION DES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

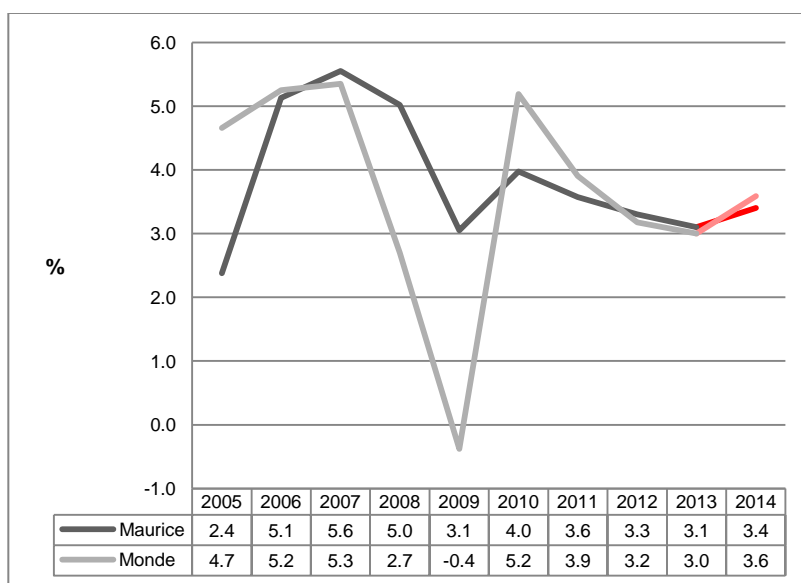
Pour Maurice, l'après 2009 se résume à un niveau d'activité plus bas que celui d'avant la crise. Notre performance économique est caractérisée par un « double dip », où le rebond de l'activité consécutif à la baisse brutale en 2009 s'est interrompu au cours de l'année 2011.

Un taux de croissance de 3,4 pourcent en 2014.

Prenant en compte l'évolution des différents variables, précités dans la section 2, le modèle économétrique de la MCCI projette que l'économie mauricienne devrait connaître en **2014 une progression de son PIB de 3,4 pourcent**, soit un taux, corrigé de l'effet prix, en légère hausse par rapport à celui observé en 2013, de 3,2 pourcent.

Un taux de croissance du PIB réel de 3,4 pourcent en 2014

Graphique 9 : Taux de croissance du PIB réel Maurice et Monde, 2005-2014



*Estimation de
l'écart de
production
pour évaluer
notre capacité
de rebond.*

Par rapport à notre prévision de décembre dernier nous avons maintenu notre estimation du taux de croissance, basé, en particulier, sur une inversion de la tendance des deux indicateurs de confiance, à savoir les indicateurs de confiance des entrepreneurs et des consommateurs.

La croissance est très en deçà des chiffres observés avant la crise et les risques de détérioration persistent. La probabilité que l'activité se dégrade de nouveau est élevée, d'où le fait, que les prévisions restent sujettes à des révisions à la baisse.

La question principale demeure la capacité de rebond de notre économie.

La mesure de l'écart de production, que la terminologie anglo-saxonne désigne sous le nom de «*output gap**», est centrale si l'on veut calibrer le rebond.

L'écart de production permet de décrire la position de l'économie dans le cycle.

Pour rappel, l'écart de production correspond à l'écart relatif entre PIB observé et PIB potentiel et permet de mesurer la distance qui sépare temporairement une économie de ce niveau de référence.

Il est alternativement positif s'il y a des tensions sur l'appareil productif, ou négatif si les facteurs de production sont sous utilisés.

L'estimation de ces écarts de PIB permet in fine de calculer les PIB potentiels en utilisant la méthode qui consiste à extraire la composante tendancielle d'une série macroéconomique en lissant l'évolution du PIB.

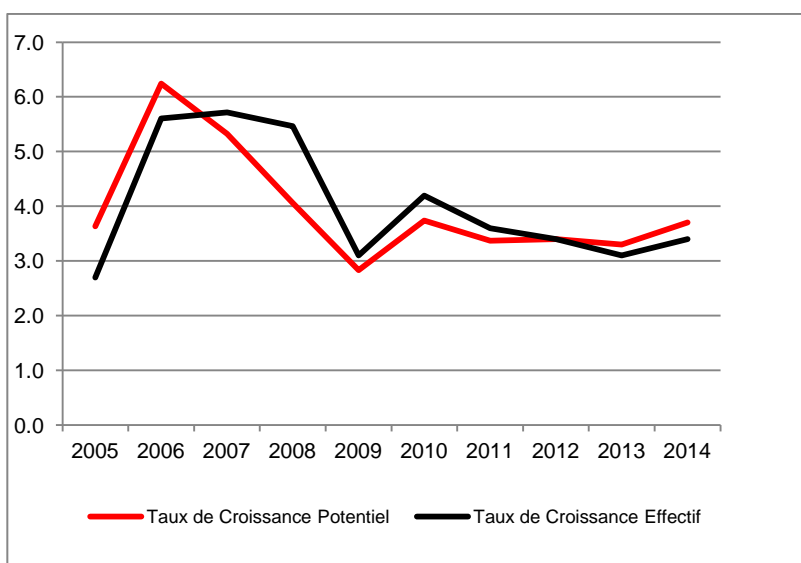
Il convient de noter que le PIB potentiel désigne le produit intérieur brut qui peut être durablement réalisé, c'est-à-dire sans générer de déséquilibre sur les marchés des biens et du travail, et non au niveau maximal de production réalisable à un instant donné.

Plusieurs méthodologies existent pour mesurer ces indicateurs. Le filtre de Hodrick-Prescott est une des méthodes privilégiées car il possède des propriétés statistiques satisfaisantes et sa mise en œuvre est aisée.

C'est la méthode que nous avons choisie.

Nos estimations projettent un écart de production négatif en 2014, comme en 2013 et en 2012. **Le taux de croissance potentiel pour 2014 est de 3,7 pourcent.**

Graphique 10 : Taux de croissance potentiel et taux de croissance effectif, 2005-2014



*Chocs de demande
négatifs.*

Pourquoi l'écart de production est négatif ?

Notre niveau de croissance économique, sur la période récente, s'est avéré insuffisant pour diminuer le taux de chômage. Ce dernier a continué à progresser au cours de ces dernières années et a cassé la dynamique de la demande.

L'écart entre croissance effective et croissance potentielle permet d'appréhender l'instabilité de la croissance économique.

Face à une situation où la croissance est insuffisante pour diminuer le taux de chômage, il convient de déterminer si cela résulte d'une croissance effective inférieure à la croissance potentielle, ce qui relève de la politique économique conjoncturelle, ou d'une croissance potentielle insuffisante, ce qui relève d'une politique économique structurelle.

Dans notre cas, c'est la première option qui prévaut.

L'irrégularité de la croissance effective trouve sa source principale dans les variations de la demande. Lorsque la demande est affectée par des chocs positifs, sa hausse peut impulser une phase d'expansion.

Inversement, si des chocs de demande négatifs se produisent, ils peuvent provoquer un ralentissement de la demande globale et conduire à une période de croissance molle ou de récession.

Pour rappel, un choc négatif peut provenir d'une baisse ou d'un ralentissement de la consommation, de l'investissement des entreprises, des achats de biens et de services par l'état, des exportations, mais aussi par une hausse des importations.

*Nécessité d'une
stratégie pour
relancer la
croissance
effective*

Dans le cas de Maurice, nous constatons, depuis 2009, un ralentissement du taux de croissance de la consommation, un taux d'investissement en baisse et surtout une aggravation du déficit des comptes courants.

De plus, ces chocs négatifs de demande risquent d'avoir un impact amplifié sur l'activité économique du fait du comportement des entreprises en matière de stocks.

Lorsque la demande ralentit, la production peut baisser beaucoup plus fortement si les entreprises décident de réduire leurs stocks afin d'anticiper une baisse plus marquée de la demande. Nous avons le même comportement s'agissant des intentions d'embauches.

Le ralentissement de la demande incite les entreprises à repousser les recrutements.

La hausse du chômage, qui en résulte, contribue, alors, à accentuer le ralentissement économique.

Ainsi, lorsque la croissance de la demande ralentit, voire devient négative, l'écart entre la croissance effective et la croissance potentielle se creuse.

Les leviers pour augmenter notre croissance économique.

Dans une perspective de court terme, nous devons adopter un « policy-mix » qui permet d'aligner le taux de croissance effective au taux de croissance potentielle.

*L'investissement
en R&D est un
élément
indispensable
pour préparer la
croissance de
demain.*

Ainsi, nous devons agir essentiellement sur les facteurs de demande que sont, par exemple, l'environnement international pour la demande étrangère, la politique budgétaire pour la demande publique, les dispositifs de répartition des richesses et les évolutions salariales pour la consommation des ménages ou la demande des entreprises.

Pour Maurice cela consiste en une politique budgétaire de relance de la consommation et, aussi, d'une politique monétaire volontariste et stable de soutien à l'investissement et à la croissance, seule à même de lutter efficacement contre tous nos maux, en particulier le chômage.

A plus long terme, nous devons améliorer notre potentiel de croissance qui devrait être supérieur à 6 pourcent, afin de pouvoir franchir un nouveau palier de développement.

Pour cela, nous devons agir sur les facteurs d'offre que sont la main d'œuvre disponible et la productivité de cette main d'œuvre, liée à l'intensité capitalistique et au progrès technique.

Les trois facteurs susceptibles de concourir à l'augmentation de la productivité du travail sont la durée du travail, l'intensité capitalistique et la productivité globale des facteurs. Ce dernier représente l'augmentation de la production qui ne peut pas s'expliquer par l'évolution quantitative des deux facteurs de production apparents que sont le capital et le travail.

Une plus grande mobilisation de la population en âge de travailler élèverait le niveau de PIB potentiel, mais cet impact ne saurait qu'être transitoire. En effet, le taux d'emploi ne peut augmenter indéfiniment, de même que la durée du travail.

L'écart de production permet d'évaluer l'inflation.

Par ailleurs, une simple accumulation du capital, sans l'apport de l'innovation, ne peut soutenir la croissance à long terme.

D'une façon générale, sans innovation, la croissance potentielle à long terme se heurte à la loi fondamentale des rendements décroissants des facteurs de production, capital et travail, de David Ricardo.

Au final, les leviers de la croissance potentielle à long terme est la croissance de la productivité des facteurs de production (capital et travail) via le progrès technique et l'innovation. Autrement dit, la croissance de la productivité globale des facteurs.

Un investissement soutenu, particulièrement en recherche et développement, conditionnera tout redressement durable de la productivité, donc de la croissance potentielle et, in fine, de la croissance effective.

L'écart de production permet d'évaluer l'inflation

L'écart de production est un indicateur théoriquement pertinent des risques d'évolution à court terme de l'inflation dans l'économie.

En effet, tout écart du PIB à son niveau potentiel constitue par définition le signe d'un déséquilibre sur le marché du travail ou sur celui des biens, se traduisant par des pressions désinflationnistes s'il est négatif ou des tensions inflationnistes s'il est positif. Ce lien est net empiriquement.

Par conséquent, la persistance d'un écart de production négatif à Maurice limite les risques inflationnistes.

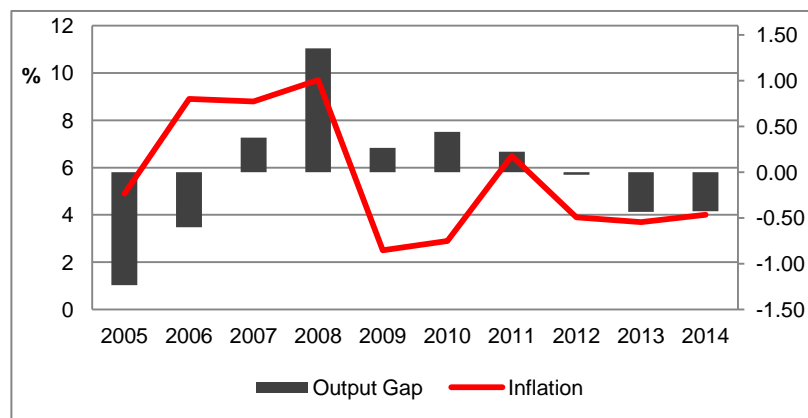
De plus, dans notre dernière enquête de conjoncture, presque 90 pourcent, ont déclaré qu'ils n'ont pas l'intention d'augmenter leurs prix

*Un taux
d'inflation de
4,0 pourcent en
2014.*

de ventes ou de prestations de services, au cours des prochains mois. Parmi eux, presque 11 pourcent ont prévu même de baisser leurs prix de ventes en 2014.

Nous projetons ainsi que la stabilité des prix se poursuivrait en 2014 avec **un taux d'inflation de 4,0 pourcent. Ce taux est raisonnable pour un pays en transition.**

Graphique 11 : Ecart de production et Inflation, 2005-2014



Stabilité de l'emploi.

La période creuse, débutée en 2009, s'est traduite par une montée continue du chômage à Maurice, de presque 1 point de pourcentage entre le point bas atteint en 2008 (7,2 pourcent) et le chiffre de 2013.

Une partie de cette hausse résulte d'une variation du taux de chômage conjoncturel liée à l'insuffisance de la croissance économique.

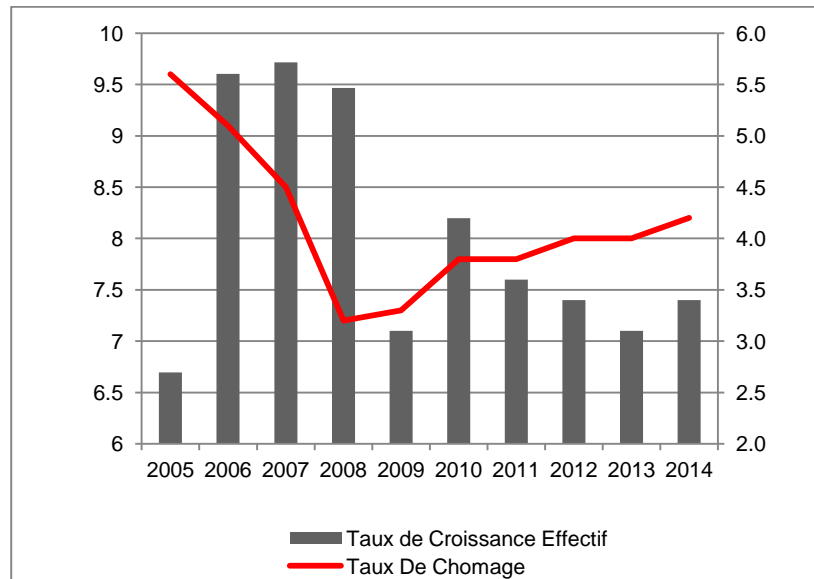
Néanmoins, selon DeLong et Summers⁴ (2012), le taux de chômage structurel est, lui aussi, susceptible de s'accroître au cours d'une période de bas de cycle, identifiée par un « *output gap** » négatif. Les chômeurs

Un taux de chômage de 8,2 pourcent en 2014

voient leurs compétences se détériorer, si bien que leur productivité et par conséquent leur employabilité s'en trouvent réduites.

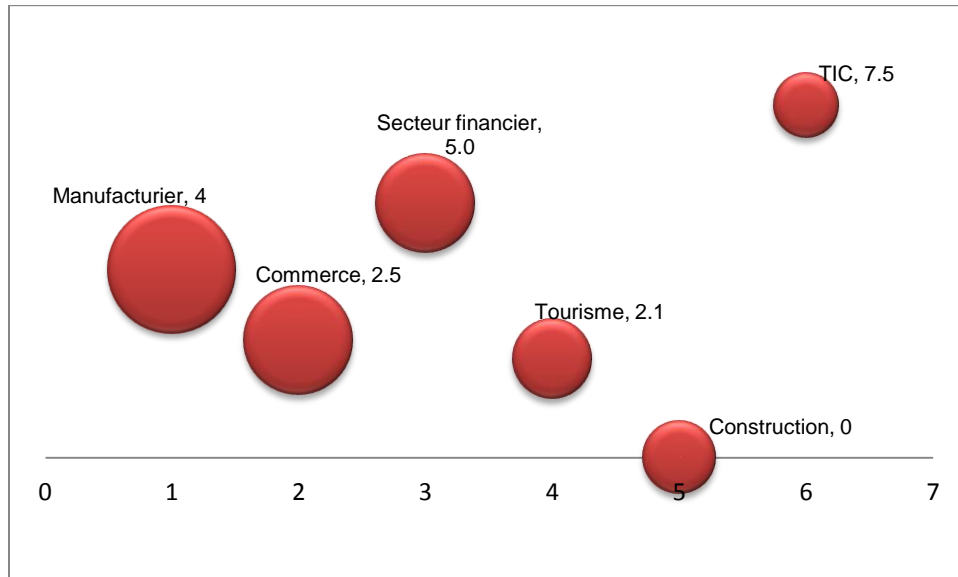
Ainsi, nous prévoyons que le taux de chômage va augmenter à Maurice pour atteindre 8,2 pourcent en 2014.

Graphique 12 : Taux de croissance effectif et taux de chômage, 2005-2014



IV. EVALUATION SECTORIELLE

Graphique 13 : Taux de croissance effectif (2014) / Poids Dans le PIB (2013)



Un secteur manufacturier en reconstruction

Un secteur manufacturier en reconstruction.

Le secteur manufacturier, le premier contributeur au PIB, a retrouvé une croissance positive depuis 2005, suite à des décisions justifiées de consolidation et de restructuration. Et en 2013, ce secteur a enregistré un taux de croissance de 4,5 pourcent, supérieur au taux global, cela malgré la double contrainte : contraction sur la zone euro et baisse continue des droits de douanes.

Pour 2014, nous prévoyons que cette tendance va se maintenir et que le taux de croissance pour ce secteur serait **de 4 pourcent** au vu de l'amélioration des perspectives sur nos principaux marchés.

Cependant la performance sera limitée de par la faiblesse de la capacité de production.

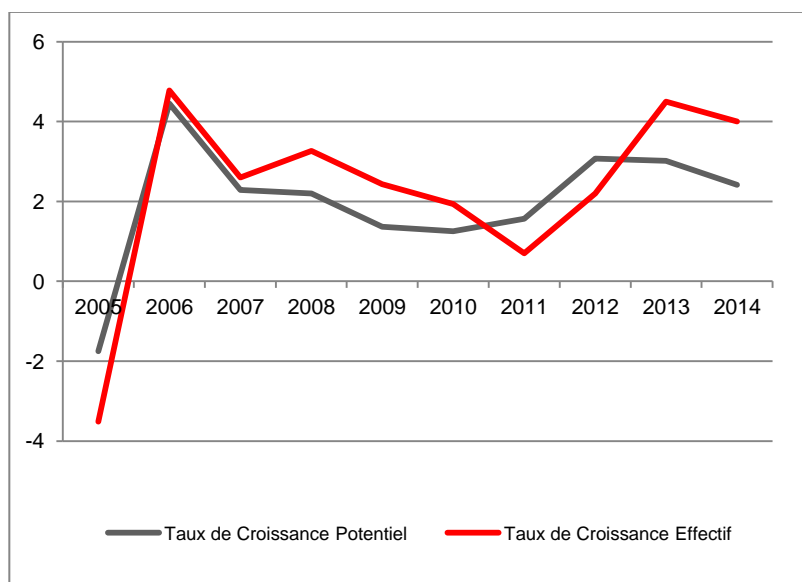
Le secteur du commerce en difficulté.

En effet, depuis 2010, le secteur industriel, a enregistré une baisse cumulée de 33 pourcent du montant réel investi.

Cela a eu pour conséquence d'affaiblir la capacité de production de notre tissu industriel. Notre estimation nous donne un potentiel de 2,5 pourcent, soit une baisse d'environ deux points de pourcentage du taux de croissance potentiel de 2006.

Cette pression sur la machine productive implique qu'il est urgent de revoir le niveau des investissements, pour ne pas casser cette dynamique.

Graphique 14 : Taux de croissance potentiel et effectif du secteur manufacturier, 2005-2014



Le secteur du commerce morose.

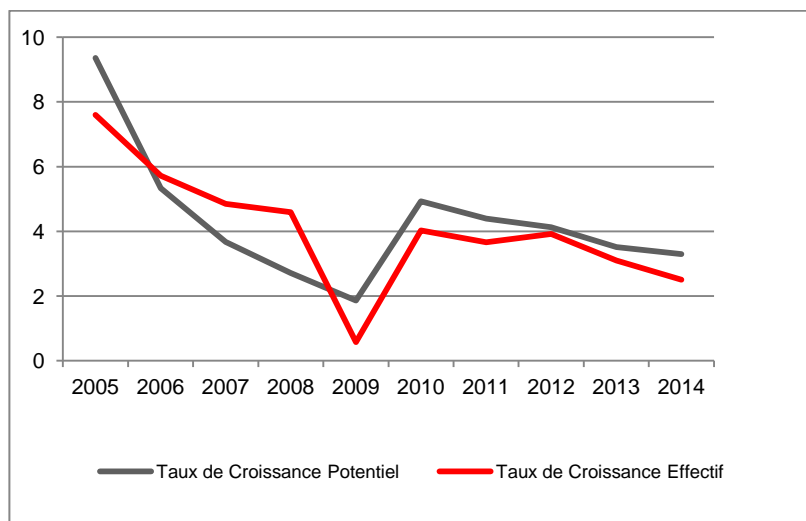
En 2013, malgré une forte hausse des rémunérations des employés (11,1 pourcent) et une hausse cumulée de 16 pourcent du niveau des

*Le secteur
financier
toujours solide*

investissements, depuis 2010, ce secteur a connu une décroissance. Le taux de croissance a, en effet, baissé de 0,8 points de pourcentage et se situait à 3,1 pourcent en 2013, par rapport à un taux de croissance de 3,9 pourcent en 2012.

Pour 2014, au vu d'une confiance mitigée de la part des consommateurs, de la concurrence déloyale qui existe sur le marché de la part du secteur informel, de plus en plus grandissant, nous prévoyons un taux de croissance effectif **de 2,5 pourcent**, inférieur à celui de 2013.

Graphique 15 : Taux de croissance potentiel et effectif du secteur du commerce, 2005-2014



Un secteur financier solide.

Le secteur financier a continué lors de ces dernières années à enregistrer des performances remarquables malgré la persistance de la crise qui a fait tomber bon nombre d'institutions financières à travers le monde.

La hausse continue de l'investissement dans ce secteur d'activité a été l'un des principaux facteurs ayant contribué à ces performances remarquables. Il y a eu une hausse cumulée de 30 pourcent de l'investissement sur les 4 dernières années.

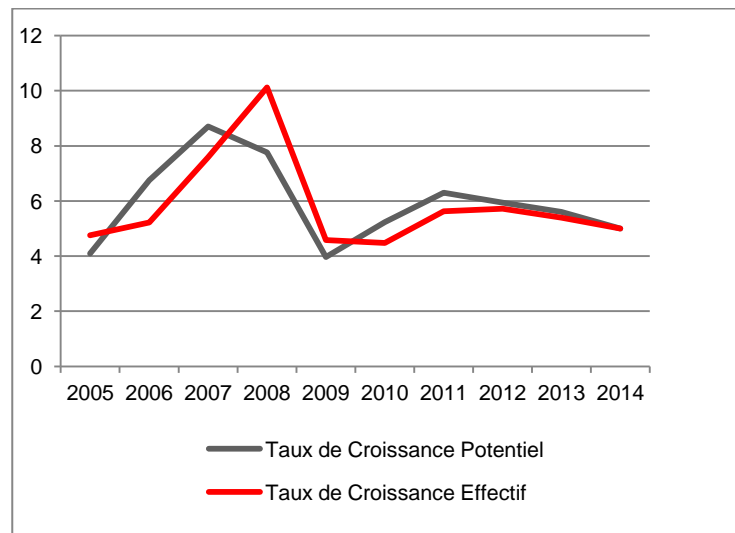
Toutefois, la crise a eu un impact sur ce secteur, affectant le potentiel de croissance.

En effet, le potentiel de croissance moyenne avant la crise se situait à environ 7,5 pourcent. Il est estimé à une moyenne de 5,0 pourcent pour 2014.

De plus, il y a eu de nouvelles contraintes, en particulier la hausse du taux d'imposition et aussi le plafonnement des crédits.

Sur la base de ces éléments, la MCCI prévoit un taux de croissance de **5 pourcent** en 2014, égal à son potentiel.

Graphique 16 : Taux de croissance potentiel et effectif du secteur financier, 2005-2014



Le tourisme se reprend.

Le secteur du tourisme se reprend.

La contribution du secteur du tourisme à la richesse nationale est substantielle, non seulement de par son poids mais aussi du fait de ses effets d'entraînements sur d'autres secteurs, en particulier les secteurs du commerce et de l'industrie.

C'est le secteur qui a le plus souffert de la crise. Le taux de croissance effectif, qui était de 12 pourcent en 2007, a baissé à 0 pourcent en 2012, avec même une contraction de 6 pourcent en 2009.

Cela a eu une conséquence sur le niveau des investissements. Ce secteur a connu 5 années de baisses consécutives du niveau des investissements, qui en 2013 était inférieur de 50 pourcent au chiffre de 2009, en termes réels.

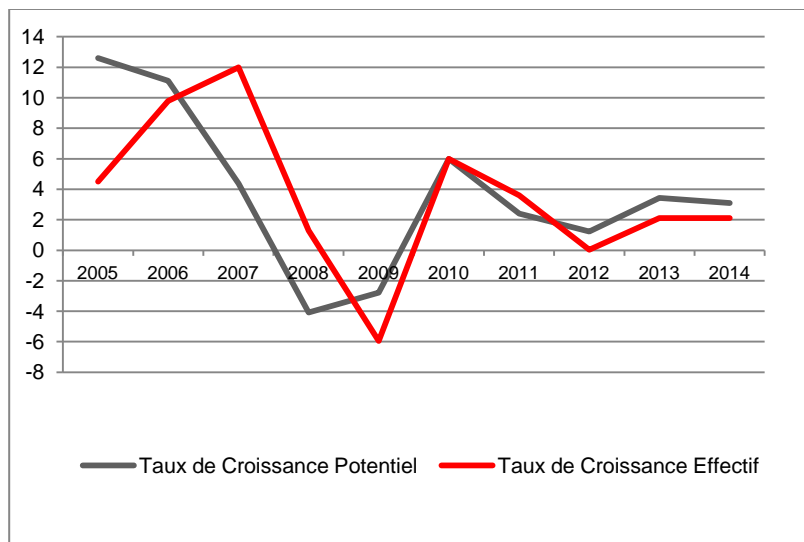
Depuis le deuxième semestre de 2013, avec l'amélioration des perspectives en Europe, nous assistons à une reprise modérée de ce secteur.

Cette reprise devrait se poursuivre cette année à condition que la consolidation en Europe, son principal marché, se prolonge.

Nous prévoyons à la MCCI que la barre du million de touriste devrait être franchie cette année. Toutefois, le taux de croissance devrait être limité à 2,1 pourcent, comme en 2013, du fait de la baisse continue des dépenses touristiques.

*La construction
se stabilise.*

Graphique 17 : Taux de croissance global, taux de croissance potentiel et effectif du secteur touristique, 2005-2014



La construction se stabilise.

Après une forte décroissance en 2013, presque – 10 pourcent, ce secteur devrait se stabiliser en 2014 suites à des mesures budgétaires incitatives et de nouveaux projets d’infrastructures.

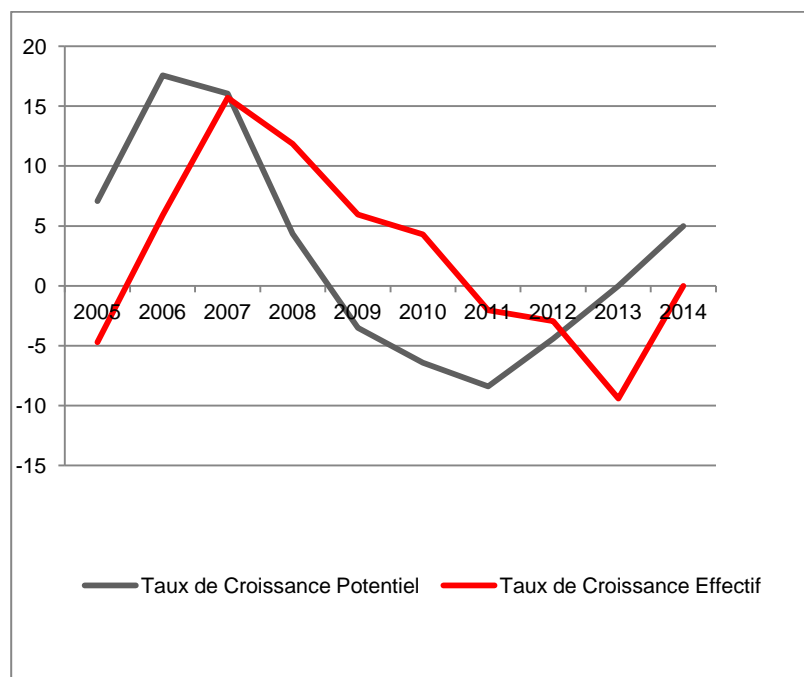
Toutefois les nouvelles restrictions sur les prêts, imposés par la Banque de Maurice, devraient limiter l’évolution de ce secteur.

Pour 2014, la MCCI prévoit un taux de croissance effectif **de 0 pourcent** et le potentiel de croissance devrait se situer atour de 5 pourcent.

Ce secteur est touché et il faudrait diminuer les contraintes pour qu’il y ait une reprise durable. Pour rappel, le taux de croissance de 2008, avant le déclenchement de la crise, était de presque 12 pourcent.

*Le dynamisme
des TIC.*

Graphique 18 : Taux de croissance potentiel et effectif du secteur la construction, 2005-2014



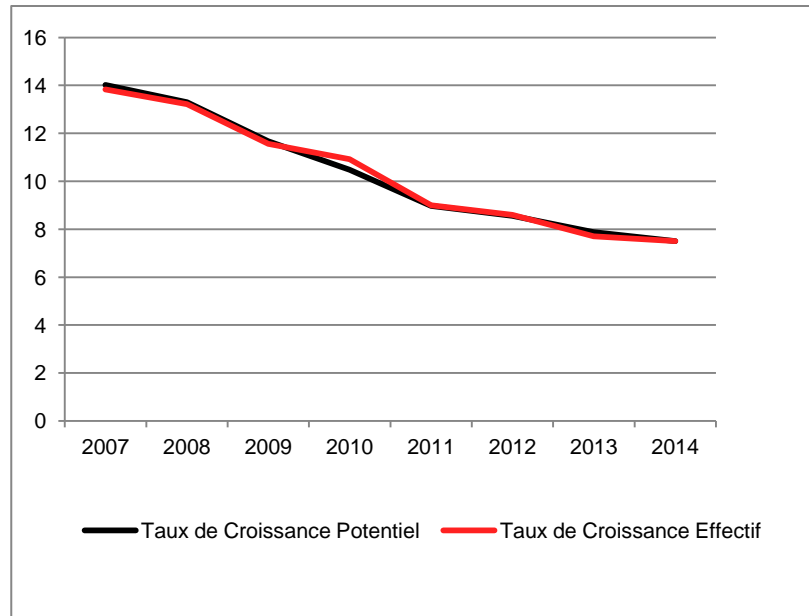
Le secteur des TIC garde le dynamisme.

Le secteur des TIC a été l'un des secteurs les plus dynamiques à Maurice avec une phase longue de taux de croissance de plus de 10 pourcent et son potentiel de croissance est toujours élevé.

Toutefois, nous constatons une baisse du potentiel de ce secteur qui est arrivé à maturité. Les difficultés sont nombreuses, en particulier le coût des opérations, l'intégration et le coût des nouvelles technologies et le manque de main d'œuvre qualifié.

Au vu de ses éléments, nous projetons un taux de croissance de 7,5 pourcent en 2014.

Graphique 19 : Taux de croissance global, taux de croissance potentiel et effectif du secteur des TIC, 2005-2014



V. CONCLUSION

La lecture de ce document nous apprend que malgré l'amélioration de la conjoncture mondiale, les perspectives pour Maurice demeurent difficiles.

Le taux de croissance du PIB réel pour 2014 se fixera en dessous des 4 pourcent, à 3,4 pourcent. Notre potentiel de croissance s'est aussi affaibli. Il sera de 3,7 pourcent cette année, soit une baisse d'environ 2 points de pourcentage par rapport à son niveau d'avant-crise.

Depuis 2009, nous constatons un ralentissement de la consommation et une baisse du taux d'investissement. L'absence de confiance pousse les gens à ne pas consommer et les entreprises à repousser ou à annuler leurs investissements.

Ces chocs négatifs de demande a, en retour, impacté sur le taux de chômage et, ainsi, a prolongé le ralentissement de l'activité.

Nous sommes dans un cercle vicieux : taux de croissance faible, profitabilité en baisse, niveaux des investissements en baisse, productivité en baisse, recette fiscale en baisse, déficit public en hausse, chômage en hausse, baisse ou décroissance de la consommation et poursuite de l'affaiblissement de la capacité de production.

Etant donné que notre croissance effective est inférieure à notre potentiel, cela relève de la politique économique conjoncturelle. Nous avons besoin d'un choc positif sur la demande pour casser ce cycle et nous remettre sur la phase ascendante. Cela passe nécessairement par une politique de relance à court-terme.

Cette obsession de la baisse de la dette publique n'a pas sa raison d'être en cette période de crise, car un taux d'endettement public de 60 pourcent par rapport au PIB est raisonnable.

*Nécessité d'une
politique de
relance.*

La priorité pour notre économie est de retrouver un taux de croissance supérieur à 5 pourcent, pour pouvoir lutter contre tous nos maux, en particulier le chômage de masse, et ainsi, in-fine baisser le ratio de l'endettement public au PIB.

ⁱ IMF (Apr 2014) : World Economic Outlook

ⁱⁱ MCCI (Mar 2014) : MCCI Business Confidence Indicator